

ETATS-UNIS – 19 mai 2020

## *Steven Donziger*

*Maintenu sous le régime de la détention à domicile pendant 13 mois pour un outrage au tribunal frappé d'appel. L'enjeu de l'affaire "Chevron c. Donziger": « Qui a payé qui ? »*



Après 10 mois d'assignation à domicile, Steven Donziger s'est vu refuser une nouvelle fois sa mise en liberté sous caution. La juge Loretta Preska, chargée de juger l'affaire d'outrage sur le fond à partir du 15 juin, a renvoyé son procès en septembre en raison de la pandémie de COVID. Elle a maintenu son placement sous le régime de la détention provisoire à son domicile de Manhattan, jusqu'au procès, soit un total de 14 mois de privation de liberté, record pour une accusation d'outrage au tribunal contestée. Après dix années en Equateur, l'interminable affaire se poursuit donc à New York, afin qu'il soit répondu à la véritable question qui

la sous-tend : « *Qui a payé qui ?* »

Steven Donziger est l'avocat new-yorkais qui a défendu les communautés amazoniennes polluées par les activités industrielles de la Texaco, reprise depuis 2001 par Chevron. Après un procès qui a duré une dizaine d'années, Steven Donziger a réussi en 2011, à faire condamner la compagnie pétrolière à payer 9,5 milliards de dollars (8,6 milliards €).

Mais après avoir perdu le procès, la compagnie Chevron peu disposée à payer les sommes aux paysans équatoriens, s'est retournée à partir de 2011, contre leur avocat en le traduisant devant le juge fédéral de New York, Lewis A. Kaplan. Elle y soutenait que sa condamnation aurait été le résultat d'un stratagème frauduleux cas Steven Donziger et ses alliés auraient soudoyé les juges en Équateur pour remporter l'affaire. Au soutien de son accusation, Chevron produisait le témoignage d'un ancien juge équatorien révoqué, dénommé Guerra.

Chevron réclamait 60 milliards de dollars et de ce fait le procès devait être jugé par un jury indépendant. Mais, à la dernière minute, Chevron a abandonné sa demande de dommages-intérêts afin d'éviter l'intervention d'un jury et de permettre au juge Kaplan de statuer seul.

Bien que le juge qui avait rendu la décision en Équateur ait formellement démenti et démonté le seul témoignage à charge, le juge Kaplan l'a tenu pour valable et a reconnu Steven Donziger et ses confrères équatoriens coupables de corruption et de fraude par une décision du 14 juillet 2014 et les a condamnés à payer à Chevron 3 433 384,30 de dollars (environ 3 150 000 €) pour couvrir les frais d'avocat. La décision précisait également que Chevron était en droit de refuser de payer le montant des dommages-intérêts aux États-Unis. Chevron avait alors depuis longtemps vendu ses avoirs restants en Équateur où aucune exécution ne pouvait plus être poursuivie.

*Ces avocats assassinés, emprisonnés, persécutés 2020*

Mais, le témoin Guerra à l'occasion d'une procédure connexe, a finalement reconnu avoir menti sur ses interactions avec Donziger. Il a également admis sous serment avoir été entraîné pendant 53 jours par les avocats de Chevron, avant de se présenter devant le tribunal pour y accuser Donziger. Le géant pétrolier, lui-même a reconnu avoir payé Guerra et l'avoir exfiltré, avec sa famille dans un endroit secret aux États-Unis. Selon Steven Donziger, Chevron aurait dépensé 2 millions de dollars pour le témoignage de l'ex-juge. Cependant, la persécution contre Steven Donziger ne s'est pas arrêtée là. En conséquence de sa décision de 2014, le juge fédéral Lewis Kaplan a ordonné qu'il remette à Chevron son ordinateur personnel son téléphone portable ainsi que divers matériels, ce que Steven Donziger a refusé de faire en invoquant la protection de ses clients, alors que ses communications électroniques donneraient aux avocats de Chevron *"un accès par la porte arrière pour espionner tout ce que nous planifions, pensons et faisons"*. Il a déclaré vouloir attendre que la Cour d'appel des États-Unis entende sa défense, après quoi il rendrait son ordinateur et son téléphone, si la cour supérieure confirmait l'injonction du juge Kaplan.

Les procureurs fédéraux du district sud de New York ont refusé de porter des accusations d'outrage criminel contre Donziger pour avoir refusé de remettre ses appareils électroniques, qui contiennent des communications avec ses clients. En raison du refus des procureurs, le juge Kaplan a décidé de faire application de l'article 42 des règles fédérales de procédure pénale- une mesure considérée presque sans précédent de la part d'un juge fédéral- et de nommer des avocats privés pour poursuivre Donziger, le parquet fédéral ayant refusé de le poursuivre. Le 31 juillet 2019, le juge a considéré la non-exécution de sa décision comme un « outrage » en établissant cinq chefs d'accusation de désobéissance volontaire à ses ordonnances antérieures et a même désigné la juge de district senior, Loretta Preska pour tenir le procès. Le même jour, il rendu une autre ordonnance plaçant Steven Donziger sous le régime de l'assignation à résidence avec port d'un bracelet électronique et interdiction de se déplacer.

Le 25 novembre 2019, la juge Loretta Preska, saisie d'une première demande, avait déjà refusé de mettre fin à l'internement de Steven Donziger et de le remplacer par la caution de 800000 \$ (environ 730 000 €) qu'il offrait de payer, en alléguant déjà d'un motif de risque de fuite lié si à ses liens avec l'Équateur.

Steven Donziger doit également se battre pour que sa licence professionnelle lui soit restituée. La commission des griefs du barreau de New York a prononcé sa suspension provisoire sans audience sur la seule base des conclusions du juge Kaplan, alors que d'autres document ou rapport ont depuis rétabli les faits. Lors de l'instruction de la mesure disciplinaire qui a suivie devant la New York Bar Association une multitude de témoins est venue attester de l'honnêteté et de l'intégrité de Donziger. Le 24 février 2020, un médiateur nommé par le barreau a recommandé le rétablissement de sa licence. Mais la décision doit être maintenant soumise à l'homologation d'un juge de l'État de New York.

Reclus dans son appartement de Manhattan, la cheville entravée, Steven Donziger attend toujours que la vérité éclate et que justice lui soit rendue.[L'Observatoire]